******APPEL A PROJET HANDICAP EAJE**

☐Dossier de demande 2022

☐Bilan 2022

***« Renforcer les conditions d’accueil***

***Au-delà du Bonus Handicap PSU»***

**Soutien financier pour favoriser**

**le renforcement des personnels accueillants**

**gestionnaire - porteur de projet**

|  |
| --- |
| Nom/statut : |
| Adresse : |
| Code postal : |
| @  |

**votre demande concerne la (Les) structure(s) suivante(s)**

|  |
| --- |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |
|  |

**Cette action est elle valorisÉe dans une CTG signÉe**

 OUI NON

**Personne rÉfÉrente du projet**

|  |
| --- |
| Nom – Prénom : |
| Fonction : |
| @   |

|  |
| --- |
| *Cadre réservé à la Caf* |
| Dispositif : FL – EnfanceSpécif : 1800 | Exercice : 2022 |

**Préambule**

La Convention d’objectifs et de Gestion 2018-2022 conclue entre la Caisse nationale des allocations familiales et l’Etat affiche l’ambition de favoriser l’accueil des enfants en situation de handicap dans les EAJE. A compter de 2019, un bonus « handicap » s’ajoutant aux droits PSU, a été créé et vient compenser le coût plus élevé pour les structures qui accueillent un ou plusieurs enfants en situation de handicap reconnu (AEEH).

Depuis 2020, la Caf de l’Isère a décidé de maintenir sur fond locaux l’aide sur le surencadrement parfois nécessaire pour permettre l’accueil des enfants en situation de handicap dans de bonnes conditions.

La Caf de l’Isère participe activement à cet objectif en soutenant différentes actions et en veillant au respect de la Loi du 11 février 2005 : « ***l’accueil des enfants porteurs de handicap peut et doit être assuré autant que possible au milieu des autres enfants*** ».

Cet appel à projet doit permettre de lever les freins à la mise en place d’un accueil effectif et régulier d’enfants en situation de handicap reconnu ou en cours de détection au sein des structures de droit commun accueils collectifs petite enfance.

Ce dispositif est complété par le soutien du Pôle Ressources Handicap Enfance Jeunesse de l’Isère. Celui-ci peut être sollicité pour toutes questions concernant l’inclusion des enfants en situation de handicap et les questionnements des parents.

La plaquette du Pôle ressources Handicap Enfance Jeunesse de l’Isère est consultable sur le site caf.fr de la Caf de l’Isère

 >> [Lien vers la plaquette du PRHEJI](https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/388/Handicap/Handicap-plaquette-PRHEJI.pdf)

Votre demande de subvention et les pièces administratives justificatives sont à faire parvenir par mail à :

**interventions-sociales@caf38.caf.fr**

**1ère commission fin avril : dossiers complets arrivés avant le 30 mars 2022**

**2ème commission fin juillet : dossiers complets arrivés avant le 30 juin 2022**

**3ème commission fin septembre : dossiers complets arrivés avant le 31 août 2022**

 **Pour des raisons d’organisation administrative,
nous ne pourrons plus étudier de dossiers au-delà du 31 août 2022**

**Pour toutes informations complémentaires : vos référents de territoire et Céline Hamelin conseiller technique Petite Enfance : 04.76.20.60.31 se tiennent à votre disposition.**

**Les projets éligibles doivent remplir les critères cumulatifs suivants**

* Le présent appel à projet concerne les actions réalisées au titre de l’année 2022
* L’(les) accueil(s) collectif(s) petite enfance concerné(s) doit-vent bénéficier de la prestation de service unique de la Caf.
* Les enfants concernés doivent être bénéficiaires de l’AEEH ou faire l’objet de la rédaction d’un PAI (Projet d’Accueil Individualisé) en lien avec un handicap.
* Les structures doivent faire figurer clairement au règlement de fonctionnement et le projet pédagogique, ainsi que dans les supports d’information aux familles : l’inconditionnalité de l’accueil, les modalités de fonctionnement, les adaptations mises en œuvre et les moyens mobilisés pour favoriser l’accueil des enfants en situation de handicap.
* Le projet doit avoir des objectifs quantitatifs évolutif d’accueil d’enfants porteurs de handicap accueillis dans la(les) structure(s).
* Le temps de travail subventionné, ne concerne **que les temps** d’accueil de l’enfant **nécessitant une attention particulière pour permettre son inclusion dans le groupe**.
* L’attribution de la subvention est conditionnée au renforcement du personnel accueillant et à l’adaptation des modalités d’accueil des enfants en situation de handicap.
* Le renforcement de personnel peut concerner l’augmentation de temps de travail d’un personnel déjà embauché sur la structure ou l’embauche de personnel supplémentaire, nécessaire pour l’accueil d’un ou plusieurs enfants porteurs de handicap et l’accompagnement de sa famille.
* Même si un référent peut être nommé, le soutien de la Caf rentre dans le cadre d’un **objectif de socialisation et d’inclusion de l’enfant en situation de handicap dans le groupe** et **non d’une prise en charge individuelle**

|  |
| --- |
| **NOUVEAUTÉ 2022** : à partir de cette année, les temps de préparation, de coordination avec les partenaires intervenants auprès de l’enfant, d’échanges avec les parents et d’analyse de la pratique au sein de l’équipe, pourront être intégrés dans les dépenses prises en compte.Par ailleurs, la CAF peut soutenir, via une demande de subvention spécifique, les gestionnaires d’EAJE pour des dépenses liées à l’achat de matériel pédagogique ou technique ou pour l’aménagement d’un espace favorisant l’accueil d’enfants/jeunes en situation de handicap. Pour cela, vous devez vous rapprocher de vos référents de territoires.>> [Liste des référents de territoires Caf](https://www.caf.fr/sites/default/files/medias/388/PDT/Pdt-doc-presentation-juin2022.pdf) |

* La subvention ne pouvant prendre en charge la totalité du coût du projet, un cofinancement est donc nécessaire. Il doit être recherché de façon à inscrire le projet dans la dynamique partenariale et un travail en réseau.

**N’entrent pas dans le cadre de l’appel à projets** : les intervenants spécialisés tels que les éducateurs spécialisés, les rééducateurs, les intervenants paramédicaux et médicaux…

**Les modalités de financement et de versement par la Caf**

* Une seule demande par gestionnaire par année civile.
* Le financement apporté par la Caf sera modulé selon le nombre d’enfants en situation de handicap accueillis et dépendra des surcoûts observés.
* Le montant total des financements de la Caf ne peut excéder 80% du coût subventionnable annuel de l’action.
* L'ensemble des recettes ne peut excéder 100% du coût annuel de fonctionnement de l’action.

**Modification des modalités de versement pour 2022**

* Pour les subventions < 5 000 €, il n’y a pas d’acompte.

Le montant est versé sur notification en N+1 au vu de la validation du bilan de l’action.

* Pour les subventions > ou égales à 5 000 €, versement d’un acompte de 70% en année N,

à réception de la convention signée par les deux parties, et du solde des 30% restants en N+1 au vu de la validation du bilan de l’action.

Les structures qui seraient en difficulté du fait de cette absence d'acompte doivent se signaler par mail avec un avis motivé : interventions-sociales@caf38.caf.fr

Le suivi des projets doit rendre compte du nombre d’enfants en situation de handicap concernés et des heures d’accueil de surencadrement effectives.

**Rappel**

* **Une demande de subvention handicap unique par gestionnaire et non plus par structure.**

Vous ferez une demande unique pour l’ensemble de votre offre d’accueil et gèrerez vous-même la répartition sur vos différents lieux d’implantations, selon les besoins.

* **Demande de subvention limitée à une par année civile et par Gestionnaire.**
* **Dépôt des dossiers tout au long de l’année pour répondre plus rapidement à vos besoins.**

Les dossiers seront examinés lors des 3 commissions annuelles soit au maximum trois mois après leur réception **à l’état complet** **avec l’ensemble des pièces justificatives listées en fin de dossier.**

**Pour des raisons d’organisation administrative, nous ne pourrons plus étudier de dossiers au-delà du 31 août 2022.**

Les dossiers seront étudiés dans la limite des enveloppes annuelles disponibles.

Vous serez informés par notification de l’accord ou du refus de votre demande.

* **La demande de subvention et le bilan sont réunis dans un même document pour faciliter l’auto-évaluation. Rappel de la procédure à suivre :**

**Au moment de la demande de subvention**, cocher « dossier de demande » sur la 1ère page (en haut à droite) et compléter :

* + les données d’identification
	+ la mise en œuvre prévisionnelle du projet
	+ les données d’activité prévisionnelles
	+ le budget prévisionnel

**Signer** la demande de subvention

Numériser le dossier et le renvoyer par mail à la Caf, **complété des PJ nécessaires**

à l’adresse : interventions-sociales@caf38.caf.fr

**Au moment du bilan (N+1), utiliser le même fichier** déjà complété de votre demande, cocher « Bilan 2022» (en haut à droite) et compléter :

* + la mise en œuvre réelle du projet,
	+ les données d’activité réelles,
	+ le compte de résultat

**Signer** le bilan

Numériser le dossier et le renvoyer par mail à la Caf

A l’adresse : CAF38-BP-AFC@caf38.caf.fr

* **Bilan collectif et participatif de l’action**

|  |
| --- |
| **Nouveauté 2022** : le bilan qualitatif complété par l’organisation d’un temps collectif en Visio.Les partenaires bénéficiaires du dispositif s’engagent à participer à ce temps collectif le**:****jeudi 1er décembre 2022 de 14 h à 16 h**L’objectif de cette rencontre sera :* d’évaluer les modalités de mise en œuvre du dispositif : a-t-il répondu aux besoins cernés au préalable ? Quelles données qualitatives ?
* de repérer les points forts et les difficultés subsistantes
* de mesurer l’impact sur l’accueil d’enfants en situation de handicap et leurs familles.
 |

* **Plafond de la subvention :**
	+ Montant maximum de la subvention : 10 000 € /structure.
	+ Cette aide ne peut dépasser :

- pour les collectivités 50 % du coût subventionnable dès le 1er enfant.

- pour les associations 60 % du coût subventionnable dès le 1er enfant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Présentation du projet** | **A compléter au moment de la demande de subvention****Mise en œuvre prévisionnelle** | **A compléter au moment du bilan en N+1** **Mise en œuvre effective*****Les points positifs, les freins rencontrés*** |
| **Organisation**  |  |  |
| Quels moyens mettez-vous en place avec les familles pour organiser l’accueil des enfants en situation de handicap ? |  |  |
| Quelle organisation mettez-vous en place au sein de l’équipe pour accueillir ces enfants ? (adaptation, activités, repas…) |  |  |
| Comment travaillez-vous l’accueil de ces enfants avec les équipes de professionnels ? |  |  |
| A quel partenariat local faites-vous appel ? |  |  |
| **Information/communication** |  |  |
| Quelle information faites-vous sur les modalités de fonctionnement, les adaptations mises en œuvre et les moyens mobilisés pour favoriser l’accueil des enfants en situation de handicap ?Dans le projet pédagogiqueDans l’information aux familles |  |  |
| **Formation/Sensibilisation** |  |  |
| Avez-vous formé/sensibilisé l’équipe sur l’accueil des enfants en situation de handicap ?**Si OUI,** avec quel organisme ? |  |  |
| Avez-vous fait appel au PRHEJI pour vous accompagner dans votre projet d’accueil d’enfant porteur de handicap ou orientation des familles ? **Si OUI,** comment ?**Si NON**, pourquoi ? |  |  |
| **Données d’activité** | **Données prévisionnelles**A compléter au moment de la demande de subvention | **Données réelles**A compléter en N+1 au moment du bilan de l’action |
| Nombre total d’enfants AEEH ou avec un PAI tous lieux d’implantation confondus | -AEEH-PAI | -AEEH-PAI |
| N° d’allocataire des enfants AEEH concernés |  | ---------*La Caf se réserve la possibilité d’effectuer les vérifications nécessaires* |
| 1. Nombre total d’heures annuelles de surencadrement auprès des enfants nécessaires, tous lieux d’implantation confondus
 |  |  |
| (B) Nombre total d’heures annuelles sur les temps annexes d’accueil de l’enfant (préparation, coordination, échanges avec les parents, analyse de la pratique au sein de l’équipe) du personnel en renfort |  |  |
| (C) **Montant horaire chargé** de (ou des) l’embauche(s) ou extension d’horaires du personnel en renfort  | €/heure charges comprises |  |

|  |
| --- |
| **Budget prévisionnel 2022**A compléter au moment de la demande de subvention |
| **Dépenses prévues** | **Recettes prévues** |
| **Nature** | **Montant** | **Nature**  | **Montant** |
| Montant des dépenses liées au surencadrement auprès des enfants et temps annexes:= (A+B) x(C) | € | Subvention :Caf (maxi 80% des dépenses prévues) DépartementCommuneEPCIautresFonds propres | €€€€€ |
| **Total :** |  | **Total :** |  |

|  |
| --- |
| **Compte de résultat 2022**A compléter en N+1 au moment du bilan de l’action |
| **Dépenses prévues** | **Recettes prévues** |
| **Nature** | **Montant** | **Nature**  | **Montant**  |
| Montant des dépenses liées au surencadrement := (A+B) x(C) | € | Subvention notifiées :CafDépartementCommuneEPCIautresFonds propres | €€€€€ |
| **Total :** |  | **Total :** |  |

Veiller à l’équilibre du budget - Seules sont pris en compte les salaires + charges

(A) = Nombre total d’heures annuelles surencadrement auprès des enfants tous lieux d’implantation confondus renseigné en page 8

(B) = Nombre total d’heures annuelles sur les temps annexes d’accueil de l’enfant (préparation, coordination, échanges avec les parents, analyse de la pratique au sein de l’équipe) pour les personnes en renfort renseigné en page 8

(C) = Montant horaire chargé de (ou des) l’animateur(s) supplémentaire(s)

**Date** :

**Ce document doit être signé :**

*Pour les associations : par le Président*

*Pour les gestionnaires municipaux : par le Maire*

*Pour les Etablissements publics de coopération intercommunale (Epci) : par le Président*

*Pour les autres structures : par la ou les personnes dûment habilitée(s)*

|  |  |
| --- | --- |
| ***Nom, prénom******Signature*** |  |

**Pièces justificatives à joindre obligatoirement au dossier**

Le partenaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives fournies

**Associations**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Nature de l’élément justifié** | **Justificatifs à fournir pour la signature de la convention** |
|  | Existence légale | Récépissé de déclaration en Préfecture |
|  | Numéro SIREN / SIRET |
|  | Vocation | Statuts |
|  | Destinataire du paiement | Relevé d’identité bancaire, postal ou caisse d’épargne du bénéficiaire de l’aide ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly) |
|  | Capacité du contractant | Liste datée et signée des membres du conseil d’administration et du bureau |
|  | Pérennité | Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l’année précédent la demande (si l’association existait en N-1) |

**Collectivités territoriales**

**Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Nature de l’élément justifié** | **Justificatifs à fournir pour la signature de la convention** |
|  | Existence légale | Arrêté préfectoral portant création d’un EPCI et détaillant le champ de compétence |
|  | Numéro SIREN / SIRET |
|  | Vocation | Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétences) |
|  | Destinataire du paiement | Relevé d’identité bancaire, postal |